

Monsieur le président,  
Monsieur le président de la commission des lois (Jean-Luc WARSMANN),  
Monsieur le rapporteur (Eric CIOTTI),  
Mesdames et Messieurs les députés,

Nous arrivons aujourd'hui au terme de l'examen de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants présentée par le député Eric Ciotti, à la suite de son rapport au Président de la République pour renforcer l'efficacité de l'exécution des peines.

Je voudrais insister sur les apports du contrat de service citoyen en EPIDE à notre politique pénale pour les mineurs.

L'objectif est double : si ces jeunes doivent prendre conscience de la gravité des actes qu'ils ont commis, il est de notre devoir de les aider à s'en sortir et à rompre avec la délinquance. Ce nouvel instrument à la disposition du juge permettra, en effet, aux délinquants de s'inscrire dans un projet éducatif adapté, et de construire ainsi un véritable parcours de réinsertion. Pour les mineurs, plus encore que pour les majeurs, nous devons adapter la réponse pénale pour garantir une prise en charge toujours plus efficace, tenant compte de la diversité des profils.

Le contrat de service en EPIDE pourra être prononcé pour les mineurs âgés de plus de 16 ans, au titre de la composition pénale, dans le cadre d'un ajournement de peine ou comme obligation attachée à un sursis avec mise à l'épreuve. Le principe de volontariat qui fonde le dispositif est la meilleure garantie d'un engagement du mineur dans une démarche de réinsertion. La justice est là pour sanctionner l'infraction bien évidemment, mais aussi, et surtout quand il s'agit de mineurs, accompagner ceux qui expriment leur volonté de s'en sortir.

Ce contrat citoyen est une réponse innovante, qui complète les solutions existantes pour que ces jeunes, qui ont commis des faits de faible gravité, puissent être pris en charge de façon adaptée. Ils apprendront, dans ces établissements le respect des

règles du vivre ensemble, ils suivront une formation adaptée et pourront ainsi reprendre leur vie en main. La mise à niveau des fondamentaux scolaires, la formation civique et comportementale et la pré-formation professionnelle qui leur seront dispensées dans les centres EPIDE, contribuera en effet à donner à ces jeunes les moyens de se réinsérer et le cadre qui leur fait défaut.

L'EPIDE, par la qualification de ses personnels et la performance de ses programmes, est une chance pour ces jeunes de construire leur avenir. Ces mineurs seront intégrés aux jeunes majeurs actuellement accueillis dans les centres EPIDE, et représenteront 10% de ce public. Ils bénéficieront du même programme pour les activités collectives, mais effectueront un travail spécifique, et individualisé, sur l'infraction commise. Ces mineurs s'inscriront ainsi dans la dynamique de reconstruction des jeunes majeurs qui suivent d'ores et déjà le programme de l'EPIDE, la cohésion de groupe aura un effet d'entraînement positif sur leur parcours de réinsertion. Comme l'a souhaité votre commission des lois, le contrat de service s'inscrira dans la durée pour une période comprise entre 6 et 12 mois : le séjour moyen sera probablement de 10 mois, ce qui constituera un temps satisfaisant pour conduire un véritable travail pédagogique.

Les moyens de l'EPIDE seront bien évidemment renforcés, et les personnels recevront une formation adaptée à la prise en charge de ces nouveaux publics. Si bien que dès février prochain, l'accueil de ces jeunes pourra débuter dans 12 centres puis sera progressivement étendu à trois autres établissements.

Grâce au travail de qualité mené par la Chancellerie et les services de l'EPIDE, depuis plusieurs mois, le dispositif pourra donc être très rapidement opérationnel. Nous prolongerons la convention de partenariat déjà conclue entre l'EPIDE et la protection judiciaire de la jeunesse, en janvier 2010, pour la réinsertion de jeunes qui, ayant purgé leur peine, souhaitent s'engager dans un projet de formation professionnelle. Cette convention, ainsi modifiée, devrait être finalisée et signée dans les prochaines semaines : elle déterminera les modalités de fonctionnement du contrat de service en EPIDE tant au niveau national que local.

Dans son second volet, le texte vise également à tirer les conséquences des décisions du Conseil constitutionnel des 8 juillet et 4 août dernier, s'agissant de la composition du tribunal pour enfants et du tribunal correctionnel pour mineurs et des modes de poursuites devant ce tribunal. Ces dispositions, introduites sur proposition du gouvernement et votées par votre assemblée, permettent de renforcer l'impartialité de ces juridictions au regard des exigences constitutionnelles qui doivent présider au jugement des mineurs. Ainsi, le texte prévoit que le juge des enfants qui aura instruit l'affaire et l'aura renvoyée pour être jugée ne pourra pas présider le tribunal.

Quant aux modalités de saisine du tribunal correctionnel pour mineurs institué par la loi du 10 août dernier pour les récidivistes de plus de seize ans, le parquet pourra demander au juge des enfants le renvoi du mineur devant ce tribunal dans un délai compris entre dix jours et un mois. Ce dispositif permet dès lors de concilier le rôle de ce magistrat, tel qu'il est défini par le Conseil constitutionnel, avec l'exigence d'une réponse rapide lorsque, bien sûr, celle-ci est possible. On le sait, pour les mineurs encore plus que pour les majeurs, un temps trop long entre la commission de l'infraction et le jugement nuit à la portée pédagogique de la décision de justice. Il nous faut en effet éviter que ne se crée chez ces jeunes un sentiment d'impunité ou d'abandon.

\*

\*   \*

Conformément à l'article 45 dernier alinéa de la Constitution, c'est sur la dernière version adoptée par votre assemblée qu'il vous revient à présent de statuer définitivement.

Améliorer la justice des mineurs est un objectif central de notre politique pénale, et toutes les évolutions doivent être menées pour la faire évoluer dans le respect des règles essentielles, constitutionnelles et internationales, qui président depuis

l'ordonnance du 2 février 1945 au jugement des mineurs. La primauté de l'éducatif, des procédures spécifiques et protectrices sont, en effet, autant de principes essentiels que vient conforter la proposition de loi soumise à votre examen.

En votant la proposition de loi qui vous est soumise, vous permettrez que soit enrichie la palette des réponses à la délinquance des mineurs, renforçant ainsi les moyens de lutte contre la récidive.